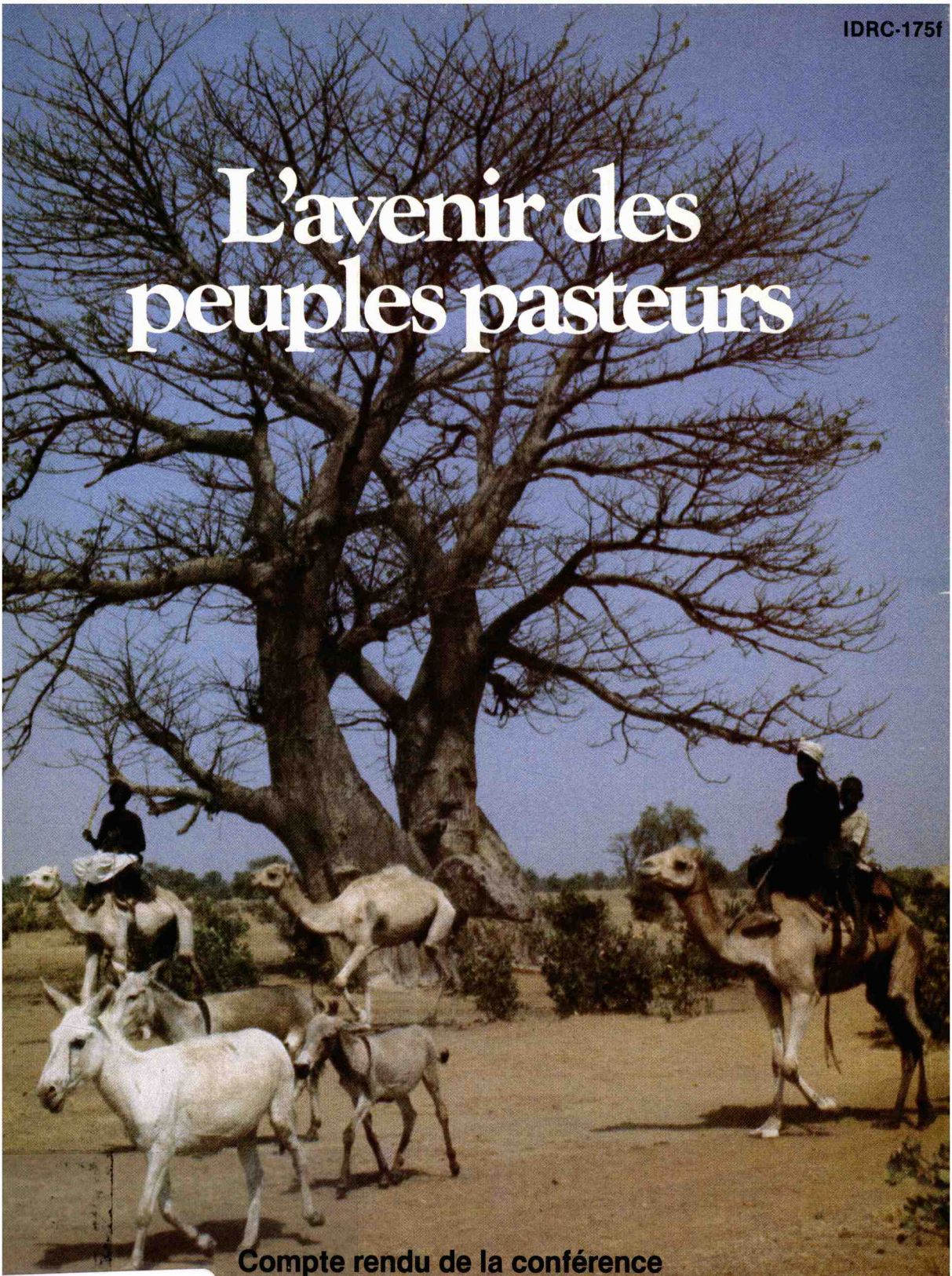
IDRC-175f

L'avenir des peuples pasteurs

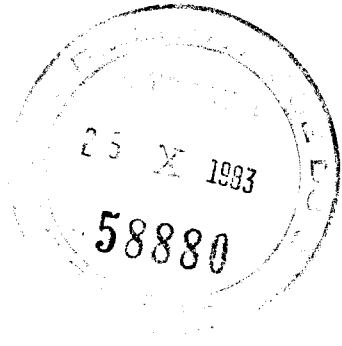


Compte rendu de la conférence
tenue à Nairobi (Kenya)
du 4 au 8 août 1980

ARCHIV
54028

34028

l'avenir des peuples pasteurs



ARCHIV
397
= 2F

Le Centre de recherches pour le développement international, société publique créée en 1970 par une loi du Parlement canadien, a pour mission d'appuyer des recherches visant à adapter la science et la technologie aux besoins des pays en voie de développement; il concentre son activité dans cinq secteurs : agriculture, alimentation et nutrition; information; santé; sciences sociales; et communications. Le CRDI est financé entièrement par le Parlement canadien, mais c'est un Conseil des gouverneurs international qui en détermine l'orientation et les politiques. Établi à Ottawa (Canada), il a des bureaux régionaux en Afrique, en Asie, en Amérique latine et au Proche Orient.

© Centre de recherches pour le développement international, 1983
Adresse postale : B.P. 8500, Ottawa (Canada) K1G 3H9
Siège : 60, rue Queen, Ottawa

Galaty, J.G.
Aronson, D.
Salzman, P.C.
Chouinard, A.

Commission on Nomadic Peoples, Montreal, Que. CA
University of Nairobi, Institute for Development Studies, Nairobi KE

IDRC-175f

L'avenir des peuples pasteurs : compte rendu de la conférence tenue à Nairobi, Kenya, 4-8 août 1981. Ottawa, Ont., CRDI, 1983. 432 p. : ill.

/Nomades/, /nomadisme/, /population rurale/, /stratégie de développement/, /Afrique orientale/, /Afrique occidentale/, /Moyen Orient/ – /anthropologie/, /développement rural/, /planification du développement/, /cheptel/, /agroéconomie/, /femmes/, /équilibre écologique/, /production animale/, /établissements humains/, /rapport de conférence/, /liste des participants/.

CDU: 397.7 ISBN: 0-88936-383-8

Édition microfiche sur demande

This publication is also available in English.

IDRC-175f

l'avenir des peuples pasteurs

compte rendu de la conférence tenue à nairobi (kenya) du 4 au 8 août 1980

Rédacteurs : John G. Galaty, Dan Aronson, Philip Carl Salzman,

Commission des peuples nomades, aux bons soins du Département d'anthropologie, Université McGill, 855, rue Sherbrooke ouest, Montréal (Canada)

et Amy Chouinard

Division des communications, Centre de recherches pour le développement international, Ottawa (Canada)

Sous l'égide de la Commission des peuples nomades de l'Union internationale des sciences anthropologiques et ethnologiques, en collaboration avec l'Institute for Development Studies de l'Université de Nairobi et l'aide du Centre de recherches pour le développement international (Ottawa), du Conseil international des sciences sociales (Paris), de la Wenner-Gren Foundation for Anthropological Research (New York) et de l'Université McGill (Montréal).

table des matières

avant-propos 7

liste des participants 11

priorités de recherche et développement pastoral : que faire? 15

discours d'ouverture 29
l'avenir des peuples pasteurs **R.S. Musangi** 32
quelques observations au sujet du rôle des conseillers et des avocats **Philip Carl Salzman** 34

le rôle de l'anthropologie en matière de développement pastoral 41
le développement des pasteurs nomades : qui en bénéficie? **Dan R. Aronson** 44
l'approche anthropologique du développement économique **Walter Goldschmidt** 55
priorités de recherche en matière d'études pastorales : plan des années 1980 **Michael M. Horowitz** 65
élevage et mode de vie : répertoire des années 1980 **Daniel G. Bates et Francis Paine Conant** 96
l'échec des programmes de développement économique pastoral en afrique **Walter Goldschmidt** 110
l'anthropologue en tant que médiateur **Emanuel Marx** 129

l'économie politique du pastoralisme 139
les facteurs politiques déterminant l'avenir des peuples pasteurs **Philip Carl Salzman** 142
les troupeaux, le commerce et les céréales : une vision régionale du pastoralisme **Anders Hjort** 147
l'évolution des politiques de développement des régions pastorales du kenya **S.E. Migot-Adholla et Peter D. Little** 157
les retombées théoriques des stratégies de développement pastoral en afrique orientale **Peter Rigby** 172
l'espace pastoral du gourma malien : l'occupation humaine et animale **André Bourgeot** 181
l'éducation des pasteurs nomades : la planification du développement par tâtonnement **John A. Nkinyangi** 201

l'économie du pastoralisme 217
la production dans les sociétés pastorales **Gudrun Dahl** 220
l'élevage en tant que source de nourriture et de revenus **H.K. Schneider** 232
les institutions économiques et la gestion des ressources pastorales : considérations liées à la stratégie de développement **Peter N. Hopcraft** 248

consommation et commercialisation des produits pastoraux chez les kel tamacheq de la boucle du niger (mali) **Ahmed Ismail Ag Hama** 270
les femmes et le développement pastoral : orientations prioritaires de la recherche en sciences sociales **Vigdis Broch-Due, Elsie Garfield et Patti Langton** 277
changements récents des systèmes bédouins de production de bétail dans la steppe syrienne **Faik A. Bahhady** 285

le rôle du gouvernement dans le développement pastoral 295
organisation du rôle du gouvernement dans le secteur pastoral **Stephen Sandford** 298
organisations pour le développement pastoral : contextes de causalité, changement et évaluation **John G. Galaty** 313
sédentarisation des bédouins : structure organisationnelle, juridique et administrative en jordanie **Kamel S. Abu Jaber et Fawzi A. Gharaibeh** 324
sédentarisation des nomades au soudan **Mustafa Mohamed Khogali** 333
sédentarisation des pasteurs nomades et pastoralisation des agriculteurs au mali **Salmane Cissé** 351
développement du bétail et exploitation des pâturages au nigéria **Moses O. Awogbade** 358
politique de planification et société bédouine dans l'émirat d'oman **Mohsin Jum'a Mohammed** 368

le processus de recherche : stratégies, buts et méthodes 371
méthode d'inventaire et de contrôle des processus de l'écosystème pastoral **H.J. Croze et M.D. Gwynne** 374
les modèles indigènes temporels et spatiaux comme clé des études écologiques et anthropologiques **Rada Dyson-Hudson** 388
recueil et interprétation des données quantitatives dans les sociétés pastorales : réflexions sur certains cas étudiés en éthiopie **Ayele Gebre Mariam** 395
pertinence du passé dans les projections relatives aux peuples pastoraux **Daniel Stiles** 407

ouvrages de référence 417

l'élevage en tant que source de nourriture et de revenus

H.K. Schneider, *Département d'anthropologie, Indiana University, Bloomington (E.-U.)*

Cette conférence s'intéresse à l'avenir des peuples pasteurs dans une zone bien plus étendue que l'Afrique orientale et je voudrais bien préciser dès le départ que mes observations portent précisément sur l'Afrique orientale. Je suis sûr, toutefois, qu'elles présentent un certain intérêt pour nombre d'autres régions pastorales. Je voudrais aussi signaler que ce que j'ai à dire n'est pas nouveau pour l'essentiel mais le résumé de ce que j'ai déjà eu l'occasion de déclarer récemment dans d'autres publications (Schneider, 1974, 1979). Je reviens sur un terrain déjà connu pour être certain que tous les participants à cette conférence soient bien au courant de mes positions concernant le pastoralisme de l'Afrique orientale et soient donc placés sur un plan d'égalité pour en discuter.

les particularités du pastoralisme indigène

On sait depuis longtemps que l'élevage en Afrique orientale, et plus particulièrement celui du gros bétail, bovins et chameaux, va à l'encontre des bonnes pratiques de gestion qui caractérisent la production de viande de boeuf. Dès 1926, Herskovits s'est efforcé d'expliquer cette différence en termes de complexe du bétail et, même si aujourd'hui la plupart des gens qui s'intéressent à cette question ont rejeté l'idée d'une certaine mystique s'appliquant à l'emploi du bétail, on continue à s'expliquer difficilement les pratiques pastorales. Le document publié par Ward et alii (1980) constitue un bon répertoire des animaux considérés en tant que source d'énergie dans l'agriculture du Tiers-Monde et l'on y constate que le prélèvement annuel dans les troupeaux de bovins d'Afrique (dans laquelle il semble que l'on englobe l'ensemble de l'Afrique sub-saharienne à l'exception de l'Afrique du Sud) est de 3 % en moyenne contre 35 à 40 % en Amérique du Nord. Ces pourcentages nord-américains sont obtenus par des méthodes de production de viande de boeuf fortement rationalisées qui permettent d'élever les veaux très rapidement et de les préparer à l'engraissement en moins d'une année pour les vendre ensuite à des parcs d'engraissement qui se chargent de les préparer définitivement à l'abattage.

Au Kenya, si les chiffres donnés par Aldington et Wilson (1968) sont toujours acceptables, la situation est quelque peu plus complexe que ne l'indiquent Ward et alii. Il semble qu'il y ait deux types de prélèvement suivant les groupes locaux, un prélèvement élevé avec des pourcentages s'étageant entre 16,9 et 24,4 % par an chez les Kamba, les Embu, les Thika, les Meru, et les Taita, qui sont plus « développés » que les groupes plus reculés dont les prélèvements sur les troupeaux ne sont que de 7 à 13,2 % par an et qui comprennent les peuples

habitant autour du lac Baringo, les Turkana, les Kajiado, les Masaï, les Narok Masaï, les Samburu, les Nandi, les Elgeyo-Marakwet, et les Pokot. Il me semble qu'à l'heure actuelle, c'est au sujet de ce deuxième groupe que l'on doit se poser la question de savoir comment augmenter ces prélèvements et de trouver pour quelles raisons ils sont si faibles.

les explications fondées sur la subsistance

A l'heure actuelle, l'explication favorite de ce faible prélèvement est la subsistance. Dans un ouvrage publié récemment, Ingold (1980) compare l'élevage des rennes à celui que pratiquent les pasteurs de l'Afrique orientale et, en exagérant, presque sous forme de caricature, classe les éleveurs de rennes en pasteurs carnivores et les Africains de l'Est en pasteurs laitiers, qui élèvent principalement des troupeaux pour se nourrir de leur lait. Parmi les grandes généralisations on trouve celle de Konczacki (1978), qui s'applique plus spécialement aux Somali, et selon laquelle le fait de posséder le plus grand troupeau possible est une forme d'assurance contre les catastrophes, sécheresse par exemple. Les conceptions de Widstrand (1975), plus particulièrement dans la mesure où elles s'appliquent aux Pokot, sont bien connues en Afrique orientale et s'apparentent à celles de Konczacki en affirmant que les nomades conservent de gros troupeaux pour se protéger contre les temps difficiles.

Il est hors de doute que les éleveurs de l'Afrique orientale se servent de leurs troupeaux pour assurer leur subsistance. Bien que les Turu de Singida en Tanzanie, parmi lesquels j'ai travaillé pendant 20 ans, n'accordent que peu d'importance au lait, sa valeur alimentaire semble s'accroître proportionnellement à l'augmentation du rapport entre le nombre de bovins ou leur équivalent et la population, étant donné que ce rapport correspond à une diminution de l'intérêt porté à l'agriculture (ou de la possibilité de pratiquer l'agriculture). L'importance du lait s'accroît non seulement parce qu'il est relativement abondant, mais parce qu'en l'employant on évite d'avoir à échanger de nombreux animaux contre des céréales et d'autres produits agricoles. De la même manière, quiconque a déjà travaillé avec les pasteurs en Afrique orientale, depuis l'étude d'Evans-Pritchard (1940) à propos des Nuer, sait que presque tous les animaux finissent dans la « casserole » pour y être mangés, à moins que certaines circonstances spéciales ne le permettent pas.

Quiconque a vécu intimement avec ces peuples sait par ailleurs qu'il est difficile et même impossible de vivre uniquement de lait et ce fait a été bien mis en évidence par l'admirable étude de Dahl et Hjort (1976). Leurs simulations de troupeaux de zébus nous montrent qu'une famille de six personnes doit pouvoir disposer théoriquement de 60 têtes de bétail au total (une grosse proportion de vaches laitières et une structure de soutien composée de veaux et de taureaux). Pendant la saison sèche, le troupeau devrait comporter près de 600 têtes pour produire suffisamment de lait et alimenter toute la famille. Selon mes calculs (Schneider, 1979) seuls les Masaï, les Samburu et les Barabaig de la Tanzanie ainsi que les Somali peuvent compter sur un tel rapport (10 têtes de bétail par personne) pendant la saison humide et aucun probablement n'a la possibilité d'atteindre le rapport de 100 contre 1 qui est nécessaire pendant la saison sèche. Alors que je vivais chez les Pokot il y a de cela nombre d'années, les jeunes gens peu fortunés qui vivaient le long des montagnes à Ortum me confiaient souvent qu'ils avaient l'espoir de devenir un jour de vrais pasteurs dans les plaines de Masol et de Riwa vivant uniquement de lait mais, ce faisant, ils idéalisaient une

situation qui ne pouvait exister et qui n'existait pas, ils le reconnaissaient bien volontiers à d'autres moments, car, pendant la saison sèche, les vaches donnent bien trop peu de lait.

De la même manière, au sujet de la viande de boeuf, Adlington et Wilson (1968) montrent sous forme de tableau dans leur étude de la commercialisation de la viande de boeuf au Kenya que la taille des troupeaux de l'Afrique orientale ne leur permet pas de fournir suffisamment de viande de boeuf pour nourrir toute la population, même en la complétant par du lait. Les 39 groupes qu'ils ont étudiés ne consommaient qu'environ 10 kg de viande par personne et par an, si l'on juge par la vente de peaux. Les Turkana eux-mêmes ne consommaient qu'environ 5 kg par personne et par an, même si leurs troupeaux représentaient en moyenne 10 têtes de bétail par personne, soit un pourcentage élevé pour l'Afrique orientale. Cette consommation est à rapprocher de la consommation de viande de boeuf par personne aux États-Unis en 1976, soit 60 kg (Ward et alii, 1977). En 1960, les Turu disposaient environ de 225 000 têtes de bétail pour une population de quelque 175 000 personnes. Si l'on applique le prélèvement maximum pour des troupeaux africains gérés de manière traditionnelle, soit 13 %, on peut en déduire que 29 250 animaux peuvent être abattus par an. Le poids moyen d'un zébu est d'environ 230 kg et le poids des carcasses, c'est-à-dire de l'ensemble de la viande et des os pouvant être consommés par an, représente à peu près 50 % du total, soit 3 324 tonnes. La moyenne est donc de 20 kg par personne et par an. Je me rends bien compte que ces calculs laissent beaucoup à désirer et que, par exemple, ils ne tiennent pas compte de la mortalité, qui va réduire la quantité de viande disponible mais, en me basant sur les conclusions d'Adlington et de Wilson (1968), j'ai l'impression qu'ils sont proches de la réalité. Théoriquement, les Turkana devraient pouvoir consommer au minimum cinq fois la quantité de viande dont disposent les Turu et pourtant on constate qu'ils n'en consomment que 5 kg par an. Adlington et Wilson (1968) s'étant servis des peaux vendues pour estimer la consommation de viande de boeuf et compte tenu du fait que certains détruisent les peaux en abattant le bétail, il est possible que le nombre d'abattages pratiqués ait été énormément sous-estimé. Par contre, quiconque s'est intéressé de près à des peuples tels que les Turkana ou les Pokot sait qu'ils ne consomment pas de grandes quantités de viande de boeuf. N'importe quel adolescent américain les ferait paraître végétariens.

En d'autres termes, tous les pasteurs de l'Afrique orientale doivent compter sur des aliments autres que le lait et que la viande pour s'alimenter, les riches à un degré relativement moindre et les pauvres (rapport de 5:1 entre les bovins et les personnes) énormément. Les Turu, qui possédaient moins de deux bovins par personne en 1960, étaient tributaires dans la pratique du mil, qui constituait leur principal aliment, et la majorité des Pokot que je connaissais se nourrissaient de fonio. Les Pokot les plus riches avaient pris l'habitude d'acheter des céréales aux Pokot agriculteurs comme le faisaient les Turkana. Deshler (1975) a estimé que 25 % seulement du régime alimentaire des Dodo étaient basés sur les produits animaux et, selon N. Dyson-Hudson (1974) ce chiffre n'est que de 35 % chez les Karamojong.

des explications monétaires

L'explication du faible prélèvement par une économie de subsistance reste probablement la plus courante, mais l'on se rend compte de plus en plus qu'il y a une autre raison dont on a jusqu'alors sous-estimé l'importance : l'utilisation du

bétail en tant que réserve d'argent. Le dernier auteur ayant souligné l'importance de ce fait est probablement Randall Baker (1980) :

> En outre (le bétail) est souvent un moyen important d'échange contre d'autres produits alimentaires et de création et de maintien de tout un réseau de liens et d'obligations sociales liés en fin de compte à la sécurité. C'est cette seconde fonction qui a amené si souvent des confusions au sujet du comportement des pasteurs et donné naissance à la plupart des mythes touchant la « sentimentalité » et l'irrationalité des pasteurs.

Ces opinions ne se limitent pas à l'Afrique orientale. Horowitz (1975:338–389) a souligné l'importance des échanges chez les pasteurs du Niger :

> Nous nous efforçons de comprendre . . . les processus du pastoralisme en mettant l'accent sur les transactions, sur les interactions impliquant un échange de valeurs ou, selon ce que dit Barth, « . . . sur les séries d'interactions qui sont systématiquement régies par des liens de réciprocité. » On peut vérifier dans la pratique que lorsque des valeurs sont échangées, chacun des acteurs cherche à long terme à faire en sorte que les valeurs reçues soient au moins égales à celles qui ont été données en échange. . .

Lewis (1976), Goldschmidt (1972), Sarbo (1977) et Haaland (1977) ont eux aussi insisté récemment sur le rôle financier joué par le bétail.

Les implications du rôle de réserve du bétail méritent d'être étudiées du point de vue de la théorie monétaire. Einzig (1966) signale que l'argent a deux dimensions, sa valeur de marchandise et sa valeur monétaire ; ces deux caractéristiques restant jusqu'à un certain point indépendantes. Analysant le rôle monétaire joué par les cigarettes dans les camps de prisonniers de guerre en Allemagne pendant la Seconde Guerre mondiale, Radford (1945) a noté que lorsque l'offre de cigarettes de la Croix-Rouge venait à changer, l'offre d'argent diminuait précipitamment parce que les prisonniers continuaient à fumer des cigarettes. Le commerce en était donc sérieusement affecté. Pour certains prisonniers, le plaisir de fumer une cigarette était supérieur à la valeur de celle-ci en tant que monnaie de réserve. A un degré ou à un autre, il en est certainement de même des bovins et de l'ensemble du bétail de l'Afrique orientale dont le rôle de subsistance s'accompagne d'une fonction de réserve. En fait, on pourrait s'attendre à ce que les diminutions catastrophiques du nombre de têtes de bétail résultant de la sécheresse aient des conséquences sur le commerce semblables à celles des camps de prisonniers de guerre.

Lorsque l'on examine le rôle monétaire du bétail, il convient de se rendre compte que la distinction entre ce qui constitue de l'argent et ce qui n'en est pas est subtile et même relative. Tous les biens pratiquement ont une certaine valeur monétaire si l'on définit l'argent, comme le fait Einzig (1966), comme un bien qui sert de moyen d'échange, de réserve de valeur et d'unité de compte (en ne retenant que les trois principales caractéristiques qui nous intéressent). Une banane peut même servir d'argent vis-à-vis d'autres articles lorsqu'elle sert à échanger une mangue ou une papaye si les mangues peuvent toujours être échangées contre des bananes mais non deux mangues entre elles.

Dans une telle circonstance, les personnes avisées vont s'efforcer de convertir leurs mangues et leurs papayes en bananes dès qu'elles le pourront. En d'autres termes, l'article qui prend les caractéristiques de l'argent aux yeux de la plupart des gens est celui qui est le plus demandé. En raison de la demande, la valeur de tous les articles est exprimée par un seul et même article. Les gens

désirent obtenir une quantité maximum de cet article pour l'investir et le prêter à d'autres en contrepartie d'un certain prix. Sundstrom (1975) nous rappelle que dans l'Afrique orientale pré-coloniale, la monnaie a pris à un moment ou à un autre la forme du tissu, du cuivre, du laiton, de l'étain, des fusils et des munitions, du fer, du sel, des cauris, des perles, des esclaves, des chevaux et des bovins. Cette liste ne regroupe que les principales monnaies d'échange et, par exemple, les moutons et les chèvres n'y figurent pas alors qu'ils ont déjà servi de monnaie.

En raison de l'inélasticité relative de la demande, un article en particulier tend à devenir le moyen d'échange de tous les autres articles. Gray (1965) l'a constaté chez les Sonjo chez qui, déclare-t-il, presque tous les biens et les droits ayant une valeur sont échangés au moyen de chèvres, même les droits sur les terres irriguées. Dans d'autres sociétés pastorales de l'Afrique orientale, les bovins, les brebis et les chèvres constituent enfin le système monétaire et servent de moyen d'échange. Par ailleurs, l'article en question a tendance à devenir une unité de compte qui permet d'effectuer les comparaisons de valeur et des calculs. Lorsque les Turu calculent un héritage, ils l'évaluent en termes de bovins et décident du partage sur cette base, même si l'héritage se compose de chèvres ou de moutons. La valeur des terres agricoles ou des pâturages est calculée de la même manière pour que celui qui les administre puisse prendre des décisions économiques concernant la manutention de ces articles.

Einzig (1966) fait par ailleurs remarquer que toutes les monnaies ne peuvent servir de moyen de paiement différé (report de l'échange), parce qu'elles n'arrivent pas à bien conserver leur valeur. A l'heure actuelle, le dollar américain est en danger en tant que moyen de paiement différé en raison de l'inflation, ce qui amène de nombreuses personnes à se tourner vers un moyen de paiement plus sûr, tel que l'or par exemple. Le bétail en Afrique orientale s'est comporté comme un moyen de paiement très sûr, permettant aux gens de réaliser les transactions sur une longue période.

La raison pour laquelle les gens attribuent une telle valeur au bétail importe peu. Chaque fois qu'un article est un produit alimentaire, on est fortement tenté de penser que sa valeur s'appuie précisément sur ce fait. Pour un agriculteur qui désire vendre, les céréales ne constituent pas un produit alimentaire mais un bien dont la valeur s'apparente à celle de l'argent. Sous forme de sel, l'argent peut circuler pendant très longtemps sans être consommé au point qu'il perd sa valeur en tant que produit alimentaire. Les occidentaux comprennent certainement que la valeur de l'or n'a pas grand chose à voir avec son utilité dans le domaine dentaire ou la confection des pièces électroniques.

Jadis, le bétail servait de moyen financier de paiement en de nombreux points du monde, y compris en Occident. Ingold (1980:229) fait remarquer que le terme pecus, qui signifie argent en latin, désigne par ailleurs un troupeau de bétail domestique et que le mot grec texos, qui signifie intérêt sur un prêt, se réfère par ailleurs à la progéniture des animaux domestiques. Il nous rappelle que Marx a noté que le mot capital signifiait à l'origine bétail. La langue anglaise est parsemée de ces mots à double sens, *pecuniary* et *chattel* par exemple.

la masse monétaire et la politique

Le bétail répond bien à la définition de Einzig de la monnaie, mais la caractéristique la plus importante de la monnaie est son offre parce qu'elle a trait à la politique. Livingstone (1977) ne tient pas compte de cette relation mais son document de l'Institute for Development Studies, qui explore les schémas de

pensée des pasteurs, constitue une grande tentative d'application de la théorie économique aux activités pastorales indigènes.

Livingstone (1977) nous demande s'il est rationnellement économique pour des pasteurs comme les Pokot de chercher à accroître leurs troupeaux individuels. Alors qu'il constate que toutes leurs pratiques sont rationnelles, y compris l'emploi du bétail comme dot, la dispersion des animaux pour éviter les risques ou le fait de posséder des animaux dans un but de prestige, il ne s'explique pas la raison d'un accroissement à l'infini de la taille des troupeaux. Il affirme que mon équation du processus de déflation accompagnant la réduction de la taille des troupeaux constitue une mauvaise utilisation des principes économiques. Selon son raisonnement, la déflation dans les économies industrielles entraîne une perte de confiance chez les directeurs d'entreprise alors que chez les pasteurs elle donne lieu à une augmentation relative de la valeur du bétail par rapport aux autres biens. Dans cette déclaration, Livingstone (1977) suppose l'existence d'une chose qui n'apparaît pas clairement dans son compte rendu. Tout en reconnaissant que les bovins constituent une monnaie, il semble croire que ce système monétaire n'est pas comparable à celui des économies industrielles, car il n'y a pas de système d'investissement. Je m'étonne, car il semble admettre partout ailleurs que le fait de consentir des prêts de bovins à d'autres implique l'existence d'un système d'investissement. Donc, en résumé, une diminution de l'offre de bétail devrait aussi avoir un effet démoralisateur sur les pasteurs en leur supprimant toutes possibilités d'investir.

L'étude des monnaies effectuée par Einzig (1966) dans l'ensemble des cultures s'intéresse presque exclusivement aux gens se consacrant à l'agriculture ou à ceux pour qui l'argent est un bien qui peut être monopolisé. Il en conclut donc que l'offre monétaire dans les collectivités « primitives » est inévitablement déficitaire et que la « politique monétaire » des chefs dans ces sociétés devrait inciter à une augmentation de l'offre parce qu'une masse monétaire faible ou en diminution entraîne une réduction des possibilités qui s'offrent aux pauvres de gagner de l'argent et d'accumuler de la richesse, d'où les mécontentements. J'ai l'impression, quant à moi, qu'Einzig n'est pas dans le vrai. J'estime que l'offre monétaire est probablement faible ou risque toujours de diminuer dans ces sociétés parce que la nature de l'argent est telle qu'il est difficile et coûteux d'en augmenter l'offre. Pour qu'un bien puisse servir de monnaie, sa création doit être équilibrée par sa destruction comme, par exemple, chez les Lele où les nattes en raphia constituent de l'argent. Toutefois, lorsque l'offre n'évolue pas, les gens doivent s'en tenir à des relations de patron à client qui constituent le seul moyen d'acquérir la sécurité et la richesse. Les chefs comprennent ces choses et ne faciliteraient pas une croissance de l'offre monétaire qui serait susceptible de remettre en cause leur pouvoir. En résumé, les sociétés au sein desquelles l'autorité émane de la parenté ou des chefs n'ont qu'une faible croissance économique et une masse monétaire qui stagne. Il en était probablement ainsi de tous les États de l'Afrique pré-coloniale de même que dans l'Europe féodale. Keynes (1930) montre que le déclin du féodalisme en Europe a été précipité à la base par l'affluence de nouvelles richesses en provenance des possessions hispaniques du nouveau monde.

De plus en plus, les anthropologues économistes prennent conscience de la relation existant entre les possibilités économiques et l'offre monétaire considérée comme un élément clé de l'égalité politique. Il est évident que l'on a pris conscience de l'existence de ce lien en Mélanésie (Strathern, 1978; Sahlins, 1962) et chez les Indiens de la côte Nord-Ouest de l'Amérique du Nord (Belshaw, 1965) et ce fait est patent chez les peuples pasteurs de l'Afrique orientale. C'est cette

relation qui m'amène à demander instamment aux spécialistes de l'Afrique orientale de ne plus se préoccuper des explications du nomadisme fondé sur l'économie de subsistance. Le caractère le plus distinctif et le plus utile sur le plan de l'analyse des pasteurs de l'Afrique orientale est leur absence historique de centralisation politique s'appuyant sur des économies de croissance dans lesquelles le rapport du nombre de bovins (ou de leur équivalent) à celui des gens serait de 1:1 ou davantage (Schneider, 1979). Les pasteurs n'ont pas à être nomades : la similarité que l'on retrouve entre les sédentaires et les nomades sur tous les points importants s'oppose aux explications fondées sur la subsistance et renforce ma théorie. Dans leurs anciens territoires de la vallée du Rift, les Masaï n'élevaient pas du bétail parce qu'ils n'avaient pas d'autre choix. Ils vivaient dans des terres agricoles fertiles, comme les Nandi, les Kipsigi, les Teso et nombre de Pokot.

la masse monétaire et les possibilités offertes

Selon la théorie monétaire, toute augmentation de la croissance de la masse monétaire qui, dans nombre d'économies est fondée sur la concession de crédits, encourage la production. La possibilité de produire de la richesse (porcs en Mélanésie ou couvertures sur la côte Nord occidentale) étant largement offerte grâce au crédit et parce que l'augmentation de la masse monétaire rend le crédit disponible, certaines personnes s'enrichissent continuellement alors que d'autres échouent. Les gens importants sont légion mais il n'y a pas de chefs, c'est-à-dire de gens dont la fortune se perpétue de génération en génération. En Afrique orientale, la croissance de la masse monétaire correspond à l'augmentation naturelle des troupeaux et ce processus, en dépit des sécheresses et des catastrophes cycliques, est loin de redistribuer les cartes de la même manière qu'en Occident — les baisses boursières éliminent d'un trait de grandes quantités de richesses accumulées et redistribuent le reste. Les propriétaires de bétail ont confiance de pouvoir reconstituer leurs troupeaux. Les simulations faites par Dahl et Hjort (1976) montrent que le nombre de femelles d'un troupeau pourrait théoriquement doubler tous les six ans et demi. Massel (1963), en se servant des données que j'ai recueillies chez les Turu, fait état d'un rendement annuel de 15 %. Cela semble se traduire par des possibilités moins généralisées qu'en Mélanésie ou que sur la côte Nord occidentale où les institutions de prêt et les mécanismes d'intérêt peuvent être plus facilement observés et sont plus fréquents. Le mécanisme de base en Afrique orientale semble être celui que Gulliver (1955) a qualifié d'association d'élevage. J'en illustrerai le principe à partir d'un exemple pris chez les Turu.

Lorsqu'un Munyaturu a suffisamment de chance (ou en avait suffisamment en 1959, époque à laquelle je vivais chez les Turu) et possédait un troupeau florissant, il se trouvait bientôt placé devant une difficulté puisqu'il ne pouvait conserver que 30 têtes de bétail au sein d'une même unité appartenant au foyer et que le coût marginal d'entretien de chaque animal supplémentaire devenait très élevé en raison d'une diminution des pâturages disponibles, de la nécessité de compter sur davantage de main-d'oeuvre et de matériel pour élargir le foyer, etc. En conséquence, ce Munyaturu prête une partie de son bétail à un tiers, établissant une relation appelée *uriha*; les prêts sont consentis pour de nombreuses raisons et, par exemple, pour tirer parti des compétences d'une personne ayant la réputation d'être un bon éleveur ou pour constituer une alliance avec une personne jugée digne de confiance, etc. Les motifs étant divers, les résultats peuvent sembler parfois irrationnels; ainsi, par exemple, lorsqu'un riche pro-

prêtaire de troupeaux prête du bétail à des tiers tout en acceptant des animaux d'autres personnes désirant obtenir une alliance.

Au moyen de l'*uriha*, un Turu qui ne possède pas de bovins peut toujours en obtenir parce que le cheptel est très nombreux. Il n'y a pas de foyer sans bovin même si de nombreux Turu ne possèdent aucun animal en propre. L'*uriha* permet au Turu défavorisé qui ne possède aucun droit sur un animal d'obtenir du lait et du fumier et, avec le temps, d'acquérir ses droits et de commencer à se constituer un troupeau. Le mariage est une forme d'*uriha* mais, dans ce cas, la famille de l'épouse acquiert des droits fermes sur la progéniture des vaches et des droits de fait sur nombre ou sur la totalité des vaches servant de dot.

Les institutions du mariage et de l'*uriha* créent des liens croisés extrêmement complexes dans la société Turu et l'on a même dû abandonner pour cela en 1958 le programme de réduction du cheptel mis en place par le gouvernement colonial du Tanganyka. Le gouvernement était décidé à réduire de 10 % le nombre des bovins des pâturages de l'Unyaturu et il a cherché à y parvenir en envoyant à chaque foyer des tickets de réduction du cheptel sans tenir compte de la propriété réelle des animaux qui s'y trouvaient. Le gouvernement était conscient de l'existence de l'*uriha* mais il estimait que les Turu ne collaboreraient pas à l'identification des animaux prêtés et qu'il était donc nécessaire d'agir fermement. Il en est résulté une augmentation de 3 % des prélèvements destinés à l'exportation; jusqu'alors les Turu vendaient de leur plein gré 7 % de leur bétail et consacraient cet argent au paiement des impôts et à l'achat de quelques articles de consommation bon marché, mais cette augmentation, faisant passer le nombre de têtes d'environ 16 000 à 22 500 à peu près, a eu des effets immédiats et dévastateurs, en partie parce que les obligations découlant de l'*uriha* n'ont pas été prises en compte. La réaction de chaque foyer a été de renvoyer les animaux à leurs propriétaires avant que les tickets ne lui parviennent parce qu'il ne voulait pas être responsable de la perte d'animaux qui ne lui appartenaient pas. Les Turu ont essayé d'expliquer aux agents du gouvernement pour quelles raisons ils détestaient tellement les programmes de réduction du cheptel, alléguant que ces programmes détruisaient l'*uriha* (et, peut-on aller jusqu'à dire, le mariage lui-même). J'ai l'impression qu'ils ont estimé par ailleurs que ce relèvement de 3 % du taux de réduction du cheptel remettait en cause la gestion de la croissance de leurs troupeaux. Les Turu considéraient en fait le programme de réduction du cheptel comme une menace politique venant s'opposer à leurs possibilités de réussite et ils ont réagi violemment, amenant le gouvernement à abandonner sa politique de réduction du cheptel cette même année.

Des institutions comme l'*uriha*, adaptées aux circonstances locales, existent dans toute l'Afrique orientale. Les Pokot, quant à eux, l'appellent *tilia* et la comparent elle aussi au mariage. La *tilia* n'en est pas moins quelque peu différente de l'*uriha*. Elle implique fondamentalement l'échange d'un boeuf contre une vache, le premier propriétaire de la vache conservant des droits sur la moitié de sa progéniture. Les gens puissants et importants dans ces sociétés ont de nombreux éleveurs associés et, dans la pratique, quelle que soit l'organisation optimum du troupeau du point de vue de la production de lait et de viande, cette association tiendra largement compte des besoins de l'association d'éleveurs. Un Turu ne laissera pas passer la possibilité de sceller un bon mariage ou d'établir une association d'élevage solide pour la simple raison qu'en diminuant la taille de son troupeau il ne va pas optimiser son approvisionnement en lait, même si la vente d'une seule vache permet d'acheter 400 kg de céréales, soit la totalité du produit d'un foyer monogame par an, ce qui est suffisant pour nourrir une famille pendant toute cette période.

En résumé, le pastoralisme de l'Afrique orientale n'est pas un système de subsistance particulier mais une économie politique fondée sur un type de richesse qui s'étend naturellement entraînant un accès généralisé à la richesse et la multiplication de liens financiers croisés et complexes.

l'évolution en faveur de la production de viande de boeuf

Il ne s'agit pas là d'un simple aménagement du mode de vie pastorale mais d'une révolution radicale en faveur de l'agriculture et d'un nouvel ordre politique fondé sur la hiérarchie.

Tout d'abord, le bétail ne peut plus être considéré comme une monnaie. La production de viande de boeuf, lorsqu'elle est optimisée comme dans le cas des États-Unis, nécessite de gros animaux, et même de gros veaux dont la croissance va être supérieure et qui produiront davantage de viande que les petits (Trenkle et Willham, 1977). Par contre, ces animaux ont besoin de fourrage plus abondant et de meilleure qualité. Dans l'idéal, ce sont les céréales qui permettent de les engraisser (Ward et alii, 1977; Trenckle et Willham, 1977), et les méthodes optimales d'élevage des bovins aux États-Unis divisent le système de production du bétail en deux parties, les éleveurs et les engraisseurs. Les premiers gardent les animaux jusqu'à ce qu'ils atteignent leur poids d'engraissement (230 kg environ) puis les expédient aux engraisseurs qui se chargent de les engraisser jusqu'à l'abattage. Ce système offre un rendement maximum si l'on sépare les mâles et les femelles (Maugh, 1978) afin de réduire l'excitation sexuelle, facteur que semble appréhender instinctivement tout éleveur de bovins.

Tout cela va à l'encontre des méthodes rationnelles et autochtones de production de bovins en Afrique orientale. La loi de Gresham opère sous une certaine forme et la « mauvaise » monnaie chasse la « bonne ». L'habitant de l'Afrique orientale accorde de la valeur à une vache en tant qu'unité, de même qu'un occidental accorde de la valeur à un dollar en tant qu'unité, sans se préoccuper de savoir s'il est froissé ou déchiré. Les petites vaches chassent donc les grosses de la même manière que dans les camps de prisonniers de guerre de Radford, les cigarettes de mauvaise qualité prenaient la place des cigarettes de qualité supérieure. Adlington et Wilson (1968) indiquent que le zébu type de l'Afrique orientale est environ deux fois moins gros qu'un bovin américain et possède donc une carcasse ayant deux fois moins de viande. En outre, les bovins utilisés comme monnaie ne seront pas vendus lorsqu'ils atteignent leur poids d'engraissement optimum et seront conservés jusqu'à ce qu'ils atteignent leur pleine maturité ou jusqu'à ce qu'ils permettent d'optimiser un échange contre des céréales, une femme ou un avantage politique. La majeure partie du troupeau sera conservée sous forme de vaches adultes alors que la majorité des troupeaux destinés à la boucherie est composée de jeunes animaux et de taureaux. Les soins apportés aux jeunes animaux et le fait de leur donner des céréales augmentent les coûts d'entretien et, par conséquent, diminuent la capacité pour le troupeau de servir de monnaie de réserve.

Donc, en fin de compte, les pasteurs de l'Afrique orientale qui désirent produire de la viande de boucherie tout en conservant l'espoir de devenir riches doivent cesser de considérer le bétail comme une monnaie de réserve et l'évaluer en terme de viande sur pied. Il leur faudra alors mettre leur confiance dans les banques, déposer le produit de la vente des bovins pour toucher des intérêts ou investir ce produit dans d'autres entreprises. La question est la suivante : cet investissement nouveau aura-t-il un rendement annuel égal à celui que procure le

fait de considérer les bovins comme de la monnaie? Avec l'inflation qui prévaut aujourd'hui aux États-Unis, il est possible d'obtenir des intérêts de plus de 20 %, mais ce rendement s'appuie sur une croissance dangereuse de la masse monétaire qui, si elle n'est pas fortement réduite, entraînera la destruction de l'économie. En période de stabilité, les éleveurs de bovins n'obtiendront vraisemblablement qu'un faible rendement en pourcentage sur leurs économies en banque; s'ils investissent dans des actions ou des obligations, le taux ne dépassera probablement pas 6 %, et encore. Ces calculs partent du principe de l'existence d'un profit, qui n'est pas garanti. La production de protéines est très onéreuse et ne restitue qu'un dixième environ de l'apport d'aliments nécessaires. Cela signifie que la viande de boeuf est toujours en concurrence avec des produits alimentaires moins chers et qu'elle va vraisemblablement perdre la partie à de nombreuses reprises.

Même l'éleveur de bovins qui fait des investissements en argent à 6 % va peut-être être payé dans une monnaie n'ayant pas un grand pouvoir d'achat lorsqu'il s'agit de différer les paiements. Il ne faudrait pas sous-estimer l'habileté des pasteurs à prendre ces choses en compte. Après tout, aujourd'hui, aux États-Unis, ce ne sont pas uniquement les banquiers les mieux informés qui achètent de l'or et de l'argent mais l'homme de la rue qui, dans de nombreux cas, se procure de vieilles barres d'argent, les place dans des sacs et les thésaurise.

Je paraphrase Allen Hoben (1979), récemment anthropologue principal auprès de l'Agency of International Development (AID) à Washington qui, résumant sa critique des projets d'élevage africains, a déclaré que le processus de développement de l'élevage pastoral était un processus politique et non simplement technique dont les pasteurs constituaient l'électorat sans avoir de dirigeant à leur tête. On leur demande d'abandonner un mode de vie qui leur donne la possibilité de devenir riches et d'obtenir l'égalité politique pour en adopter un autre qui n'offre qu'à quelques-uns la possibilité de s'enrichir et écrase les autres, tout cela pour produire davantage de viande de boeuf à des prix suffisamment bas pour satisfaire les populations urbaines. On remarquera que les conclusions d'Hoben sont appuyées par celles d'un rapport récent (1980) sur la conférence des projets pastoraux africains rédigé pour le compte de l'AID par l'Institute for Development Anthropology.

les recherches à l'avenir

Les éléments de preuve à l'appui de mes conclusions sont souvent peu probants ou inexistants mais ils ne le sont pas davantage que ceux auxquels se réfèrent des explications du type de celles de l'économie de subsistance. Il est possible que j'aie exagéré mais, si ce que j'affirme au sujet des finances pastorales est exact, cela a son importance pour la politique du développement. Je suis persuadé que l'argumentation est suffisamment solide pour justifier d'autres recherches.

L'atelier qui a été organisé récemment sur les projets de développement pastoraux en Afrique recommande fortement que l'on procède à des études pour mieux quantifier les activités pastorales, étant donné les nombreuses questions auxquelles il n'a pas été apporté de réponse. Quiconque a travaillé avec les pasteurs en Afrique orientale me fera rapidement remarquer que les pasteurs refusent de donner des renseignements sur la taille de leurs troupeaux. Les Pokot ont un système de comptage spécial réservé aux bovins qu'ils employaient chaque fois que des discussions publiques avaient lieu au sujet de troupeaux

déterminés et qui, si je me souviens bien, ne se composait que de huit nombres : 10, 20, 30, 40–50, 60, 70–80, 90 et 100. Il ne faudrait pas toutefois exagérer. Chez les Turu, j'ai constaté l'inverse et une tendance presque gênante à tout me révéler. Je pense que l'erreur provient souvent des travailleurs sur le terrain qui ne sont pas convaincus de la valeur du renseignement. L'anthropologie, plus particulièrement, a toujours eu tendance par le passé à mettre l'accent sur la structure des relations sociales dans une terminologie consacrée à la parenté, sans s'intéresser véritablement aux quantités produites. Cette tendance vient peut-être du fait que les anthropologues n'ont qu'une faible formation économique et n'ont pas fait cette découverte fascinante et fondamentale pour la pensée économique qui consiste à s'apercevoir que la plupart des fonctions curvilinéaires, c'est-à-dire que la relation entre, par exemple, le coût de production des bovins et les quantités produites change au niveau de la marge et n'est pas constante.

On me fera remarquer sans aucun doute que nombre de gens qui se penchent à l'heure actuelle sur les problèmes pastoraux ne savent pas compter, et plus particulièrement les économistes agricoles, mais j'estime que l'anthropologue social ou le sociologue ont un rôle particulier à jouer en matière de quantification de l'intérieur. L'économiste spécialiste des questions agricoles ne collabore pas d'ordinaire aussi étroitement avec les gens et pendant aussi longtemps que le fait un anthropologue. Il est donc nécessaire de former des anthropologues sociaux à poser des questions nouvelles qui incitent leurs informateurs à leur donner des chiffres concernant leurs pratiques et même leur philosophie de gestion. Il est possible que les Pokot ou que les Turkana n'aiment pas parler du nombre de bovins qu'ils possèdent mais ils hésiteront moins à discuter de la façon dont ils administrent leurs troupeaux ou dont ils optimisent la production de lait. Ils pourront peut-être nous expliquer de quelle façon ils se servent des bovins pour acquérir du pouvoir et de l'influence.

Si nous voulons vérifier les hypothèses faites au sujet du pastoralisme, il nous faut être mieux informés au sujet des échanges de bétail autochtones contre d'autres produits, et plus particulièrement les céréales. Nous avons besoin de disposer de chiffres sur les rapports entre le bétail et les gens, la rapidité de la croissance des troupeaux et la fréquence des ascensions ou des chutes sur l'échelle de la richesse. Il nous faut aussi disposer de chiffres concernant la rapidité des déplacements du bétail dans la population ainsi que de meilleurs renseignements sur les liens croisés qui découlent des associations d'éleveurs. Il ne s'agit là que de quelques échantillons qui s'appuient tous sur ma thèse selon laquelle, pour comprendre le pastoralisme en Afrique orientale, il est fondamental de considérer qu'il fonctionne comme un système monétaire.

En plus de quantifier de manière générale les différents éléments d'activités pastorales, et plus particulièrement dans le domaine de la subsistance et des applications financières, un projet spécial, compte tenu de l'existence de deux niveaux de prélèvement, devra s'attacher à étudier certains groupes africains, régions de Machakos (Livingstone, 1976) ou le Kajiado (Hedlund, 1971) par exemple, dans lesquels les transfuges du pastoralisme ayant adopté l'élevage sédentaire sont nombreux. En apprenant de quelle façon les Africains ont réussi à devenir des producteurs de viande de boeuf et de lait, cessant d'utiliser les bovins comme une monnaie, nous serions mieux à même de comprendre de quelle façon les bovins jouent le rôle d'une monnaie et concevoir des politiques encourageant la production de viande de boeuf et de lait, de même que la compréhension du fonctionnement du système monétaire permet aux gouvernements occidentaux de concevoir des politiques favorisant ou, au contraire, réduisant l'inflation.

discussion

White : Sur le plan historique, le faible niveau des ventes commerciales réalisées dans les régions pastorales du Kenya correspondait à une faible demande en provenance des autres régions du Kenya. L'absence de possibilités d'investissement de rechange à la disposition des pasteurs a amené ces derniers à emmagasiner leurs richesses sous forme de bétail. La fonction de réserve a son importance lorsque ces conditions prévalent. Toutefois, la situation a changé au Kenya au cours des 10–20 dernières années. Les pasteurs ont montré qu'ils étaient prêts à vendre leur bétail excédentaire, une fois qu'ils avaient assuré leurs besoins de subsistance, lorsque des possibilités existaient sur le marché. Une étude récente du Ministry of Livestock Development, que nous avons mise en marche, s'est efforcée de calculer le potentiel d'approvisionnement en jeunes taureaux des pâturages du Nord du Kenya pour le comparer aux ventes réellement enregistrées. Dans chacun des districts de ces terres du Nord, les bovins ont été classés par âge et par sexe. Le potentiel d'approvisionnement en jeunes taureaux a été défini comme étant le pourcentage de mâles de moins d'un an dans le troupeau susceptibles d'être vendus chaque année. Cet approvisionnement ne porte que sur environ 5 % du troupeau au cours d'une année donnée.

Nous avons recensé environ 350 000 bovins que nous avons répartis en six catégories : les veaux mâles, les veaux femelles, les vaches, les génisses, les taureaux de reproduction, et tous les autres taureaux de plus d'un an. Le personnel sur le terrain a recensé directement un grand nombre d'animaux : 108 000 à Mandera, à Wajir et au nord de Garrisa (à peu près 30 % du cheptel), 25 000 à Isiolo (15 % environ) et la totalité du bétail à Samburu (221 000). Les structures se sont révélées à peu près les mêmes une fois que l'on a tenu compte des différences d'âge préférées pour la vente. Les bovins sont vendus jeunes à 18 mois à Wajir et à Mandera, alors que la moyenne s'élève à deux ans et demi au nord de Garissa et à Isiolo et à 3–4 ans au sud de Garissa et à Samburu. Aucune donnée n'existe encore pour la région de Marsabit. Les résultats sont uniformes, quelle que soit la dépendance par ailleurs de la population vis-à-vis des chameaux, des chèvres, etc. Deux conclusions importantes ont pu être tirées de cet exercice : tout d'abord, les ventes annuelles de jeunes bovins sont désormais proches du potentiel estimé alors qu'il n'en était rien il y a 20 ans en raison principalement de l'absence de demande de la part de la Kenya Meat Commission ; en second lieu, la mortalité chez les veaux mâles semble être de 35 à 40 % contre 10 % chez les femelles dans chaque district.

De la même manière, dans les régions du sud du Kenya, les ventes actuelles de bétail de boucherie (taureaux de 3–4 ans et vaches de réforme) s'approchent de l'offre potentielle. Dans les grands pâturages du Nord comme du Sud, le bétail est vendu lorsqu'il est en bon état et lorsqu'il atteint un âge approprié pour être commercialisé ; il semble qu'à l'heure actuelle les troupeaux ne comportent plus beaucoup d'éléments vieux et improductifs.

Notre première conclusion, c'est que la structure du troupeau pastoral permet à l'éleveur de reconstituer rapidement son troupeau après une sécheresse.

Les pasteurs du Sud se servent de leur excédent de richesses pour investir dans du bétail productif, améliorant ainsi leur cheptel et, à Kajiado, achetant des jeunes animaux et les engraissant pour réaliser un bénéfice ou pour effectuer des investissements sociaux tels que paiement des frais de scolarité, mise en route de programmes de construction scolaire, achat de véhicules, etc. A Kajiado, la quantité de produits alimentaires achetés par personne est plus élevée (nous n'avons pas étudié ce que les pasteurs du Nord faisaient de leurs richesses supplémentaires).

Enfin, nous concluons que les ventes des régions pastorales ne peuvent augmenter que si les structures des troupeaux de bovins changent.

Si la structure du troupeau détermine la vente de bovins, qu'est-ce qui détermine la structure du troupeau? Il y a trois possibilités :

- Le lait manque et on laisse mourir les jeunes veaux. Les Masaï affirment qu'ils ne les tuent pas mais la structure de leurs troupeaux n'en est pas moins là; les veaux mâles disparaissent à cinq mois mais l'on ne sait pas ni pourquoi ni comment.
- La reconstitution du troupeau après la sécheresse est possible si l'on conserve une forte proportion de veaux de sorte que la dynamique du troupeau lui-même peut se traduire par l'apparition d'une certaine structure.
- Le facteur de main-d'oeuvre peut jouer car il est possible que la main-d'oeuvre disponible pour le soin des jeunes animaux soit insuffisante. On ne peut vendre que 4 à 5 % du troupeau chaque année et il faudrait vendre des vaches fertiles pour porter ce chiffre à 7–10 %.

Nous contestons l'affirmation de Schneider selon laquelle les pasteurs ne savent pas faire la différence entre un bétail de bonne et de faible qualité. Nous ne sommes pas d'accord pour dire qu'il est difficile de recueillir de bonnes données sur la structure des troupeaux de pasteurs. Les pasteurs répondent aux questions sur la structure des troupeaux s'ils comprennent les motifs de l'enquêteur. Nous sommes d'accord pour dire que les faibles taux de prélèvement ne peuvent s'expliquer par les besoins de subsistance mais nous estimons fondamentalement que l'argument sur la fonction de réserve est maintenant dépassé. Les principaux facteurs qui influencent les ventes de bétail et les taux de prélèvement sont la structure des troupeaux, la demande du marché et les taux de rendement.

Schneider : Certes, les colons et le gouvernement du Kenya ont bien empêché l'arrivée sur le marché du bétail autochtone par des dispositifs tels que la quarantaine, mais quiconque s'est trouvé chez les Pokot il y a 30 ans ou chez les Turu il y a 20 ans ne peut croire que les bovins étaient tenus à l'écart du marché comme le sont les vaches à l'heure actuelle. Les pasteurs du Tanganika s'efforçaient activement d'acheter des bovins à Singida et y avaient des marchés réguliers et, au Kenya, les Pokot recherchaient activement du bétail. Toutefois, pendant la guerre, le gouvernement a dû en fait confisquer des animaux et les Turu, comme je l'ai déjà déclaré, n'étaient pas prêts à vendre de leur plein gré plus de 7 % d'animaux par an. Il est possible qu'ils aient refusé de vendre parce que les prix étaient trop peu élevés. J'insiste sur le fait que la conception selon laquelle ce bétail n'a pas été vendu en l'absence de marché se trompe fondamentalement sur la façon interne d'utiliser le bétail en tant qu'investissement et moyen financier.

Si la volonté de vendre des bovins a changé au cours des 10–20 dernières années, j'aimerais voir les statistiques. Elles seraient utiles à la recherche et à la commercialisation portant sur l'élevage du bétail et constitueraient par ailleurs un signe de changement social profond.

Les données fournies par White sont intéressantes et utiles mais leur signification n'est pas évidente; elles requièrent davantage de réflexion et d'analyse. En conséquence, je ne m'y attarderai pas davantage. Il y a, toutefois, une chose qui doit être dite à propos de Kajiado. Si les chiffres mentionnés ici viennent de Kaputei, Hedlund (1971) nous indique que certains Masaï opèrent dans cette région des entreprises hautement commerciales depuis les années 1960.

En ce qui concerne les remarques précises de White au sujet de ma communication : tout d'abord, nous n'avons pas à nous demander si pour telle

personne une vache est bien une vache. Les Africains de l'Est se servent du bétail dans les transactions monétaires et comptables. Ils peuvent aussi considérer les vaches comme une marchandise et le font sans confondre les deux choses. En second lieu, je ne me souviens pas avoir dit que l'on ne peut découvrir la structure des troupeaux. Je n'ai jamais éprouvé de difficultés à recueillir ce type de renseignements mais il est généralement difficile de faire dire aux éleveurs combien d'animaux ils possèdent. On ne peut obtenir ces chiffres que si l'on insiste. Troisièmement, je suis désolé d'entendre des gens, dont le poste au ministère de l'Agriculture leur confère beaucoup d'influence sur les pasteurs, refuser carrément de considérer que le bétail constitue une valeur de réserve. Cette opinion est de toute évidence erronée et elle entraînera des conséquences malheureuses. Il est important de démontrer cette vérité sans aucune équivoque, éventuellement en diffusant plus largement les preuves statistiques.

Marx : L'argument principal de Schneider selon lequel le bétail a aussi un rôle de « réserve de valeur » est bien connu et considéré comme allant de soi dans la doctrine anthropologique du Proche-Orient. Dans cette région, les pasteurs eux-mêmes considèrent le bétail comme étant porteur d'une certaine valeur mais aussi comme un capital qui procure des intérêts. Étant donné que les principaux éléments sont les brebis et les chèvres, dont le taux de reproduction est élevé, cette attitude peut être logique. La grande distinction entre l'Afrique orientale et le Proche-Orient est bien entendu que, dans cette dernière région, la production pastorale s'adresse depuis des temps immémoriaux à un marché rentable. En Afrique orientale, les marchés ne se sont développés qu'à une date récente. Les pasteurs se font assez rapidement à ces conditions nouvelles mais les anthropologues sont plus lents à s'adapter. Pourtant, quelques anthropologues plus jeunes, comme Schneider, se préoccupent maintenant des questions de marché et traitent eux aussi le bétail comme du capital.

Rigby : L'étude de Schneider présente une contradiction. Il nous dépeint les pasteurs comme étant « à la recherche du profit sur l'étendue de la plaine ». Il ne faudrait pas universaliser cette conception de l'optimisation et donc imposer des notions économiques bourgeoises à des groupes qui y sont étrangers. En agissant ainsi, nous ne rendons pas compte de l'effet des économies capitalistes sur le pastoralisme. Les troupeaux des sociétés pastorales ne constituent pas simplement un capital, ils représentent aussi un moyen de production.

Schneider : Rigby n'a pas compris ma thèse. L'association d'éleveurs, qui institue apparemment des liens non rationnels sur le bétail, est l'élément central de cette thèse car elle représente un investissement dans des biens sociaux. On ne peut pas partir du principe que le pasteur est un capitaliste ; il doit s'agir du résultat d'une analyse. A l'heure actuelle, nous avons véritablement besoin de disposer de nouvelles données utiles du type de celles que vient d'exposer White.

Conant : Jusqu'à présent, tous les chiffres cités par Judy White ainsi que votre document se réfèrent aux bovins. Vos conclusions concernant la conception du bétail comme une monnaie chez les pasteurs ou les statistiques de White s'appliquant aux prélèvements et à la composition des troupeaux seraient-elles modifiées d'une façon ou d'une autre si, en plus des bovins, les moutons et les chèvres entraient en ligne de compte?

Schneider : La réponse est double. L'étude d'Aldington et Wilson nous montre que la quantité totale de viande consommée en Afrique orientale ne change pas beaucoup si on ajoute les chèvres et les moutons. Je ne me sens donc pas obligé d'en tenir compte dans la discussion générale. Il serait pourtant utile de disposer

d'un étalon commun à l'ensemble du système monétaire autochtone, dans lequel une chèvre ou un mouton pourrait être exprimé (une chèvre ou un mouton valant généralement entre un dixième et un cinquième d'une génisse, selon les sociétés). Nous n'en avons pas et je me sers tout simplement des bovins. Toutefois, sur le plan monétaire, les chèvres et les moutons se comportent exactement comme les bovidés, même si leur valeur est inférieure à celle des vaches.

Meadows : Le district Narok semble comporter davantage de petit bétail, mais les structures des troupeaux de bovins n'en sont pas modifiées. Le recensement du Ministère n'a pas tenu compte de ces différentes catégories.

White : Il y aura un recensement national du bétail au Kenya en 1981 et il ne sera pas très compliqué de l'étendre à la composition des troupeaux de petit bétail, ce qui nous donnera davantage de renseignements qu'un simple décompte des troupeaux. Trevor Wilson, du CIPEA, nous signale qu'en raison de l'absence de possibilités offertes par le marché dans le Nord de la vallée du Rift de l'Éthiopie, presque tous les animaux mâles sont éliminés très tôt, les troupeaux de petit et de gros bétail comprenant alors environ 95 % de femelles.

Dahl : Le problème des différences entre le pastoralisme du Proche-Orient et celui de l'Afrique orientale est étroitement lié à celui de l'opposition entre bovins, d'une part, et moutons et chèvres, d'autre part. Le petit bétail est une forme de richesse plus liquide et plus facile à reconstituer. Je conteste l'utilisation par M. Schneider de rapports entre populations humaine et animale non datés et non précisés d'un point de vue géographique. La vache qui est donnée à un ami éleveur ne se perd pas et ne disparaît pas du système mais peu encore être consommée ou vendue. Il est important d'établir une distinction entre animaux mâles et animaux femelles si l'on ne veut pas que l'analyse soit faussée : lorsque l'on parle de bovins en tant que produit alimentaire, moyen de production et capital, cette question est tout simplement fondamentale.

Willby : Cette étude présente un certain nombre d'arguments intéressants en ce qui a trait à l'importance relative de la viande et du lait en tant que produits pastoraux, tout particulièrement en attirant l'attention sur la différence énorme qui existe entre la taille minimum du troupeau requise pour assurer un approvisionnement en lait de subsistance pendant la saison humide et celle qui est nécessaire pendant la saison sèche. A l'exception de ceux qui occupent des terres riches suffisamment arrosées (un certain nombre ont été citées), les pasteurs sont généralement établis dans des régions mal adaptées à la production laitière ; les rendements sont sérieusement affectés par les sécheresses hâtives et une saison difficile peut en particulier ralentir la reproduction et donc la reconstitution de l'approvisionnement en lait. Dans les régions ayant un meilleur approvisionnement en viande, je pense que les pasteurs se tournent davantage vers la consommation de viande que vers celle de lait. Le lait peut être le bienvenu lorsque des excédents véritables sont disponibles (peu de vaches indigènes sont en mesure de produire plus de lait que leurs veaux ne peuvent en consommer pour prendre du poids et donc donner de la viande susceptible d'être vendue sur le marché) et non plus constituer la base du régime alimentaire. On peut s'attendre à ce que les structures des troupeaux évoluent en conséquence, comme le montrent les environs immédiats de Mogadisco en Somalie ; le lait ayant dans cette région une valeur élevée alors que dans les coins reculés le marché n'existe pas. Dans la plupart des régions pastorales, aucun marché n'est possible pour le lait qui est une denrée lourde, périssable et immobile, mais il existe un marché de la viande en pleine expansion, sur pied à l'origine. Un domaine utile de recherche

peut exister dans les pays au sein desquels les possibilités de marché qui s'offrent aux groupes pasteurs sont les mêmes pour la viande et pour le lait.

Sihm : Les projets ne font souvent figure d'échec que parce que l'on attend des résultats irréalistes. Sans ces échecs, nous ne serions pas plus avancés aujourd'hui. Je ne suis pas d'accord pour dire que l'éducation venue de l'extérieur est inutile ; nous avons besoin d'un flot d'éducation allant dans les deux sens. Les conditions offertes à la société ne l'ont pas amenée à économiser des excédents. Les prix du bétail sont bas et donc le rendement est inférieur, les taux d'intérêt et l'inflation diminuant la valeur du bétail mis sur le marché. Quand accepterons-nous le fait que toutes les terres susceptibles d'être cultivées le seront un jour?